



LE LIVRE

Révolution dans l'entreprise

Sommes nous à la veille d'une révolution dans l'entreprise ? Le livre d'Isabelle Ferreras a l'ambition de relancer le débat sur la gouvernance autour d'une idée forte, que l'auteur appelle le « bicamérisme économique »

L'entreprise, explique la sociologue, professeuse à l'Université de Louvain et chercheuse associée à Harvard, est désormais une des institutions qui occupent le plus de place dans notre vie quotidienne. Mais la démocratie s'arrête à son seuil. Les relations y rappellent parfois l'Ancien Régime, constate-t-elle certains partenaires y « sont plus égaux que d'autres ». La firme capitaliste reste le lieu de la « rationalité instrumentale », c'est-à-dire d'une logique qui veut qu'une action soit menée en vue d'une fin – le profit maximum pour les actionnaires. Ce n'est pas cette rationalité instrumentale stricto sensu que conteste Isabelle Ferreras, mais l'idée que les apporteurs de capital en seraient les meilleurs garants. Si les salariés souffrent aujourd'hui, écrit-elle, c'est qu'ils sont écartés entre les aspirations à plus de justice au travail et un « régime de gouvernance unilatéral ». Si l'on veut refonder le contrat social, il faut donc que les propriétaires du capital nouent un nouveau compromis avec ceux que la sociologue appelle les « investisseurs en travail ».

Dans un savant détour, l'auteur revient sur l'invention anglaise du bicamérisme moderne, condition d'un gouvernement « légitime, raisonnable et intelligent ». Montesquieu décrivait ainsi, au XVIII^e siècle, le bicamérisme



politique « Le corps législatif étant composé de deux parties, l'une enchaînera l'autre par sa faculté mutuelle d'empêcher ». Il ajoutait avec l'exécutif « elles seront forcées d'aller de concert ».

Mais comment, concrètement, le bicamérisme pourrait-il fonctionner dans la firme ? L'auteur imagine une direction bicephale, composée d'une Chambre des apporteurs en capital et d'une Chambre des investisseurs en travail. « Aucune décision ne serait prise sans l'accord d'au moins 50% + 1 des salariés ». Elle n'évite pas les objections que l'on peut faire à son idée, abordées une par une à la fin de l'ouvrage, en distinguant notamment le bicamérisme de la cogestion à l'allemande – le « Mitbestimmung » (codétermination), qui reste « monocaméral ». Le bicamérisme ne serait pas un facteur de paralysie, plaide Isabelle Ferreras. Au contraire, il favoriserait l'implication de toutes les parties prenantes de l'entreprise.

La vocation des salariés est-elle d'assumer une part du pouvoir managérial dans l'entreprise ou, au moins, d'y établir de solides contre-pouvoirs ? Est-il normal, au XXI^e siècle, que des salariés n'aient aucun droit de regard sur leur outil de travail ? Cet essai important, en tout cas, nous interpelle ■

PHILIPPE ARNAUD

Gouverner le capitalisme ?, par Isabelle Ferreras, PUF, 300 pages, 18 euros